Nº 00235 du 19 au 23 mai 2025

zOOm

Lutte contre le terrorisme au Sahel : un engagement croissant en faveur d'une approche collective ?

CHEDS
Savoir - Excellence - Sécurité
Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

Le Zoom est un document hebdomadaire qui vise à donner un aperçu sur une thématique considérée comme tendance lourde dans la période couverte.

La CEDEAO peut-elle relancer ses efforts de lutte contre le terrorisme ?

Malgré sa nature transnationale, la lutte contre le terrorisme est avant tout perçue comme une question de sécurité et de souveraineté nationales. Les États membres confrontés au terrorisme, ou à sa menace, ne sont apparemment pas disposés à confier la direction et la coordination de cette lutte à la CEDEAO. Ils choisissent plutôt d'en garder la mainmise ou de recourir à des efforts infrarégionaux ad hoc, tels que la Force multinationale mixte, le Groupe des cinq pour la Force conjointe du Sahel et l'Initiative d'Accra, ainsi qu'aux mécanismes bilatéraux. Au manque d'argent et à la préférence pour l'action nationale et infrarégionale, se sont ajoutées les retombées de la réponse de la CEDEAO aux coups d'État au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les trois États membres les plus touchés par le terrorisme.

(Source : https://issafrica.org/fr/iss-today/la-cedeao-peut-elle-relancer-ses-efforts-de-lutte-contre-le-terrorisme)

CEDEAO : une force anti-terroriste en préparation face à l'escalade djihadiste

Les groupes djihadistes, particulièrement actifs dans les zones frontalières poreuses, profitent d'une coopération militaire limitée, notamment en matière de renseignement, entre les juntes au pouvoir à Bamako, Niamey et Ouagadougou et les autres membres de la CEDEAO. La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a annoncé, mercredi 21 mai 2025, que les préparatifs pour la création d'une force régionale de lutte contre le terrorisme « progressaient rapidement », alors que la région fait face à une recrudescence des attaques djihadistes. « Les pays ont indiqué leur bonne volonté à contribuer avec des troupes », a déclaré Omar Alieu Touray, président de la Commission de la CEDEAO. « Nos ministres des Finances et de la Défense se réuniront avant la mi-juin pour définir les sources de financement de cette force », a-t-il ajouté. Le ministre nigérian de la Défense, Mohammed Badaru, avait affirmé en mars que cette force « garantirait la sécurité de nos citoyens ».

(Source : https://www.seneweb.com/news/Afrique/cedeao-une-force-anti-terroriste-en-prep_n_471136.html)

La lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest pourrait nécessiter une collaboration entre la CEDEAO et l'AES

Dans les trois pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), des groupes terroristes menacent de se propager vers les pays côtiers du golfe de Guinée. Les experts déclarent que la meilleure façon d'empêcher cette propagation est de restaurer les relations de contre-terrorisme entre l'AES et ses voisins de la CEDEAO. « Étant donné la nature régionale de la menace terroriste, les pays de la CEDEAO et de l'AES doivent essayer d'œuvrer ensemble », a écrit la chercheuse Jeannine Ella Abatan pour l'Institut d'études de sécurité. « La collaboration est cruciale pour empêcher la zone frontalière entre le Bénin, le Niger et le Nigeria de devenir un épicentre du terrorisme. Mais selon elle, la collaboration dépendra de la découverte d'un moyen pour réconcilier les deux blocs afin de mettre fin à leurs différends aux fins de l'objectif commun consistant à contrôler le terrorisme. « Le succès de ces efforts dépendra de la possibilité de maintenir un dialogue entre l'AES et la CEDEAO et de coordonner les efforts de sécurité et de développement. »

(Source : https://adf-magazine.com/fr/2025/04/la-lutte-contre-le-terrorisme-en-afrique-de-louest-pourrait-necessiter-une-collaboration-entre-la-cedeao-et-laes/)

Lutte contre le terrorisme et la criminalité : Dakar et Ouagadougou prônent un renforcement du partage d'informations

Le Sénégal et le Bukina Faso ont souligné, à Ouagadougou, « l'importance de la mobilisation des efforts et du renforcement du partage d'informations pour faire face efficacement à la menace terroriste, au fléau de la circulation des armes légères et de petit calibre, à la criminalité transfrontalière ainsi qu'aux trafics de toutes sortes qui sévissent dans la sous-région ». Cette volonté a notamment été réaffirmée lors d'une séance de travail co-présidée par le Premier ministre burkinabé, Jean Emmanuel Ouédraogo, et son homologue du Sénégal, Ousmane Sonko, en visite de travail et d'amitié de 48 heures dans le pays. Après avoir reconnu la persistance du terrorisme et de l'extrémisme violent comme des menaces majeures pour la stabilité et le développement durable, les deux délégations ont appelé à une coordination des actions et à une mobilisation accrue de la communauté internationale en soutien aux efforts endogènes. « Nous savons tous que nos destins sont liés par l'histoire et la géographie et qu'aucun de nos pays ne peut être épargné par ce problème. C'est pourquoi le Sénégal, au-delà de la manifestation de sa solidarité, n'exclura aucune forme de collaboration pour soutenir le Burkina Faso dans cette épreuve... », a insisté le chef du gouvernement sénégalais.

(Source : https://aps.sn/lutte-contre-le-terrorisme-et-la-criminalite-dakar-et-ouagadougou-pronent-un-renforcement-du-partage-dinformations/)

L'UE et l'UA s'engagent à renforcer le partenariat pour la paix et la sécurité

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine (UA) se sont engagés, mercredi 21 mai 2025, à renforcer la coopération pour la paix, la sécurité et le partenariat économique avec l'UA, soulignant l'urgence de passer des engagements à la mise en œuvre. « Dans la poursuite de la paix et de la sécurité, nous avons souligné la nécessité de poursuivre notre coopération », indique la déclaration. Si cet engagement est important pour Bruxelles, il n'en va pas de même pour les pays concernés du Sahel, comme le Burkina Faso, le Tchad, le Mali et le Niger, dont les gouvernements établissent des relations bilatérales plus fortes et approfondissent la coopération en matière de défense avec le Kremlin, au détriment de la France. Face à l'urgence des problèmes et à l'évolution des dynamiques, M. Kallas, responsable des affaires étrangères et de la politique de sécurité de l'Union européenne, a annoncé que Bruxelles disposait désormais d'un nouveau représentant spécial pour la région du Sahel. « Nous allons également discuter de la nouvelle stratégie pour le Sahel. C'est pourquoi j'ai eu de nombreuses réunions bilatérales aujourd'hui, en demandant également aux pays africains d'apporter leur contribution... ».

(Source : https://fr.africanews.com/2025/05/22/lue-et-lua-sengagent-a-renforcer-le-partenariat-pour-la-paix-et-la-securite/)

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.